



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'environnement

Installations classées pour la
protection de l'environnement

ARRETE

AUTORISATION

Elevage de volailles

à LA SEGUINIÈRE

par le G.A.E.C. DES GRAND BOIS

D3 - GB - 2001 - n° 730

**Le préfet de Maine-et-Loire,
chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral D3 92 n° 610 du 23 juillet 1992 autorisant M. le Gérant du G.A.E.C DES GRAND BOIS à exploiter un élevage de 40 000 poulets à loger dans un bâtiment existant et un bâtiment à construire, situé au lieu-dit "L'Etang Neuf" à LA SEGUINIÈRE ;

Vu la demande formulée par Mme et MM. les Gérants du G.A.E.C. DES GRAND BOIS, dont le siège social est lieu-dit "L'Etang Neuf" à LA SEGUINIÈRE, afin d'être autorisés à procéder à l'extension d'un élevage de volailles d'une capacité totale de 23 000 dindes soit 69 000 équivalents animaux à loger dans deux bâtiments existants et un bâtiment à construire, à la même adresse (section AH - parcelle n°13) ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté prescrivant l'enquête publique à laquelle il a été procédé du lundi 23 avril au mercredi 23 mai 2001 ;

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de LA SEGUINIÈRE, LE MAY SUR EVRE, BEGROLLES EN MAUGES, CHOLET et SAINT LEGER SOUS CHOLET ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

.../...

Vu les avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement ; du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine ;

Vu le rapport du directeur départemental des services vétérinaires, inspecteur des installations classées du 29 juin 2001 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 2 août 2001 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512.1 du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que cette extension permet de conforter les capacités financières de l'exploitation pour l'installation d'un nouvel associé dans le G.A.E.C. ;

Considérant que le plan d'épandage a été élaboré en respectant les contraintes réglementaires et ainsi prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Art. 1er - Mme et MM. les Gérants du G.A.E.C. DES GRAND BOIS, dont le siège social est au lieu-dit "L'Etang Neuf" à LA SEGUINIÈRE, sont autorisés à procéder à l'extension d'un élevage de volailles d'une capacité de 23 000 dindes soit 69 000 équivalents animaux à loger dans deux bâtiments existants et un bâtiment à construire à la même adresse (section AH - parcelle n°13).

Art. 2 - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** rangé sous le n° 2111.1° de la nomenclature.

Art. 3 - Pour la tenue de son établissement, l'exploitant doit se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

Les bâtiments d'élevage et les installations de stockages des déjections sont implantés conformément aux plans joints en annexe 1 du présent arrêté.

.../...

Il comprend deux bâtiments existants et un bâtiment à construire (section AH - parcelle n°13).

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

L'ensemble des installations de stockage doit être réalisé avant la mise en service de l'élevage.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 23 000 dindes soit 69 000 équivalents animaux.

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur litière.

Tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture.

4° Réseau pluvial

Les eaux pluviales non polluées seront collectées par un réseau particulier. En aucun cas, ce réseau ne devra recevoir les eaux résiduaires des bâtiments ou de la plateforme de lavage du matériel.

Tous les sols des bâtiments, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des déjections sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas aux élevages sur litière sèche.

Les murs et les cloisons des bâtiments sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Lorsque les volailles ont accès à un parcours plein-air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche d'une largeur minimale d'un mètre est mis en place à la sortie des bâtiments fixes.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

.../...

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées soit vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents, soit vers un réseau collectif.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduaires est interdit.

5° Stockage

Les ouvrages de stockage doivent satisfaire aux prescriptions du 2ème alinéa de l'article 3.4°. Le stockage pourra être fait exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour les litières sèches. Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockages permettent de conserver les effluents pendant six mois. Ces ouvrages de stockage lorsqu'ils ont à l'air libre, sont entourés d'une clôture de sécurité efficace.

Les fumiers produits sont épandus directement sur les terres ou stockés aux champs.

6° Réduction des émissions d'odeurs

Les litières et les fientes sont convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeur et de poussières (adjonction éventuelle de superphosphate).

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage. Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

7° Epandage

L'épandage des effluents et des déjections solides produits sur l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après ;

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

Ils sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par an ;
 - sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par an ;
- .../...

- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

La quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandu, y compris par les animaux eux-mêmes, ne devra pas dépasser 170 kg/ha épandable/an.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,

- à moins de 200 m des lieux de baignade et des plages,

- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles situées dans le même bassin versant ,

- à moins de 35 m des cours d'eau,

- pendant les périodes de forte pluviosité,

- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,

- sur les terrains à forte pente,

- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui génèrent des brouillards fins.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol reste gelé ou abondamment enneigé.

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il comporte les informations suivantes :

- le plan prévisionnel d'épandage, réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement,

- les dates d'épandage,

- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues,

- les parcelles réceptrices,

.../...

- la nature des cultures,
- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et des déjections solides et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme est de 100 m.

Cette distance peut-être ramenée à 50 m tant sur terres nues que sur prairies et terres en culture, dans les cas suivants :

	Distance minimale (en mètres)
Réalisation d'un traitement ou mise en œuvre d'un procédé atténuant les odeurs	50
Fumiers après stockage de deux mois dans l'installation et fientes à plus de 65% de matières sèches	50

Sur les terres nues, l'enfouissement doit intervenir dans les 24 heures.

L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage joint en annexe 2 du présent arrêté.

Une partie du fumier de volailles est repris par la société DUFEU "Manet" à LASSE pour un volume de 550 m³ par an.

Dans le cas de dénonciation du contrat par l'une ou l'autre partie, le G.A.E.C. DES GRANDS BOIS doit trouver une solution de remplacement. Dans le cas d'impossibilité, l'activité de cet élevage peut être diminuée ou suspendue..

Toute modification apportée à ce plan d'épandage doit être signalée à l'inspecteur des installations classées.

8° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

.../...

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Assurer, s'il elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie est assurée par un poteau d'incendie de 100 mm de diamètre (norme NF S 61.213) piqués directement, sans passage par un compteur my by-pass (seul le compteur du type "proportionnel" est autorisé), sur une canalisation assurant un débit de 1000 litres par minute, sous une pression dynamique de 1 bar et implantés à 20 mètres au maximum par les voies praticables.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

9° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

10° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa sécurité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

.../...

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers, ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées;

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs..) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

11° Cadavres

Les animaux morts sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

Leur élimination est réalisée selon les modalités prévues par le code rural.

.../...

12° Déchets d'emballage

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage de l'établissement sont le recyclage ou la valorisation. A cette fin l'exploitant peut :

- procéder lui-même à leur valorisation dans les installations agréées conformément au décret du 13 juillet 1994 ;
- les céder par contrat à l'exploitant d'une installation agréée ;
- les céder par contrat à un intermédiaire régulièrement déclaré auprès du préfet.

Art. 4 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de LA SEGUINIERE et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de LA SEGUINIERE et envoyé à la préfecture.

Art. 7 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de Mme et MM. les Gérants du G.A.E.C. DES GRANDS BOIS, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Art. 8 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous-préfecture de CHOLET et dans les mairies de LA SEGUINIERE, LE MAY SUR EVRE, BEGROLLES EN MAUGES, CHOLET et SAINT LEGER SOUS CHOLET.

.../...

Art.9 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3 - 92 n° 160 du 23 juillet 1992.

Art. 10 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le maire de LA SEGUINIERE, les inspecteurs des installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 20 septembre 2001

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture

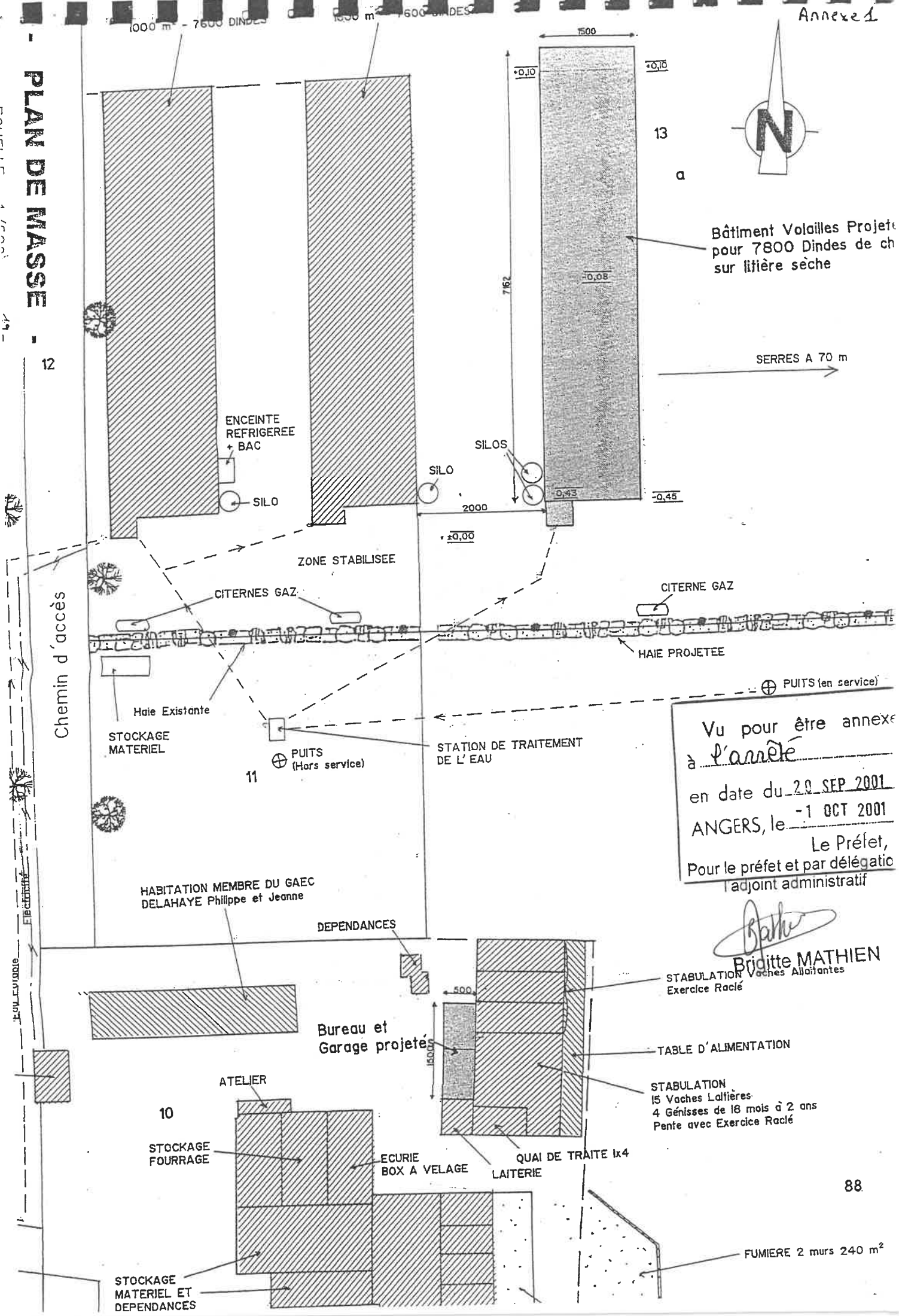
Pour ampliation,
L'adjoint administratif


Brigitte MATHIEN


Nicolas QUILLET

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article L. 514.6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

PLAN DE MASSE



Vu pour être annexé
à l'arrêté
en date du 20 SEP 2001
ANGERS, le 1 OCT 2001
Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif


Brigitte
Brigitte MATHIEN
Vaches Allaitantes
Exercice Racé

Relevé parcellaire du premier tiers

	Ha Ar Ca	DOSSIER : GAEC DES GRANDS BOIS
J :	46 56 90	L'ETANG NEUF
RFACE EPANDABLE :	39 86 86	49280 LA SEGUINIÈRE
EFF. DE	85,61	
SPONIBILITE :		

Vu pour être annexé
à P'annexeen date du 20 SEP 2001ANGERS, le -1 OCT 2001Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

Exploitation de : **EARL TRICOIRE**
LA POISSARDIÈRE
49280 ST LEGER SOUS CHOLET


 Brigitte MATHIEN

pt	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épardable	Observations	A	B	C	T
							0 1 3	0 1 3	0 1 3	
	SAINT-LEGER-SOUS- CHOLET	C2	187	27 601	27 601		0	0	0	0
			188	26 128	26 128		0	0	0	0
			270	16 404	9 200	cours d'eau	0	0	0	1
			271	27 765	27 765		0	0	0	0
			274	22 423	22 423		0	0	0	0
			277	31 072	31 072		0	0	0	0
			473	6 004	920	cours d'eau	0	0	0	1
			474	14 048	14 048		0	0	0	0
			475	14 253	14 253		0	0	0	0
			476	19 860	19 860		0	0	0	0
			477	19 210	19 010	tiers, puits	0	0	0	1
			478	19 765	10 265	tiers, puits	0	0	0	1
			479	8 210	8 210		0	0	0	0
			480	18 981	18 981		0	0	0	0
			481	16 081	16 081		0	0	0	0
			482	15 740	15 740		0	0	0	0
			483	12 445	12 445		0	0	0	0
			484	18 877	18 077	cours d'eau	0	0	0	1
			485	21 494	10 094	cours d'eau	0	0	0	1
			486	16 473	16 473		0	0	0	0
			487	16 936	16 936		0	0	0	0
			488	2 819	1 619	tiers	0	0	0	1
			489	12 139	8 339	cours d'eau	0	0	0	1
			490	2 732	0	cours d'eau	0	0	0	1
			495	555	0	tiers, puits	0	0	0	1
			502	1 364	0	tiers, puits	0	0	0	1
			503	6 756	0		0	0	0	0
			563	2 397	2 397		0	0	0	0
			568	51	0		0	0	0	0
			590	6 759	6 759		0	0	0	0
			885	31 790	23 990	tiers	0	0	0	1
			1499	3 140	0	tiers, cours d'eau, puits	0	0	0	1
			1503	209	0	tiers, puits	0	0	0	1
			1613	4 143	0	cours d'eau, tiers				1
TOTAUX				464 624	398 686					

Le relevé parcellaire du deuxième tiers

	Ha Ar Ca	DOSSIER : GAEC DES GRANDS BOIS
J :	83 96 10	L'ETANG NEUF
RFACE EPANDABLE :	60 74 26	49280 LA SEGUINIÈRE
EFF. DE	72,35	
PONIBILITE :		

Exploitation de : **GAEC RICHOU**
LA BERGERIE NEUVE
49280 LA SEGUINIÈRE

nt	Commune	Section	N° Parcelle	Superficie Parcelle	Superficie épanable	Observations	A 0 1 3	B 0 1 3	C 0 1 3	T
	CHOLET	DV	12	22 330	10 530	cours d'eau, tiers	0	0	0	1
			20	10 420	2 920	cours d'eau	0	0	0	1
			22	68 080	59 580	cours d'eau	0	0	0	1
			23	4 440	0	Puits, tiers	0	0	0	1
			24	1 250	0	Puits, tiers	0	0	0	1
			26	1 145	0	Puits, tiers	0	0	0	1
			46	76 750	45 850	Mare, étang, tiers	0	0	0	1
			47	58 390	48 890	tiers	0	0	0	1
			49	91 380	91 380		0	0	0	0
			174	3 216	0	Puits, tiers	0	0	0	1
			175	11 132	7 732	Puits, tiers	0	0	0	1
			176	20 270	17 770	cours d'eau, puits, tiers	0	0	0	1
	CHOLET LA SEGUINIÈRE	ZA AI	4	77 673	45 073	cours d'eau, mare	0	0	0	1
			174	2 334	1 200	étang, tiers	0	0	0	1
			176	9 941	6 700	étang	0	0	0	1
			177	16 426	9 826	étang, tiers	0	0	0	1
			179	21 981	16 281	étang	0	0	0	1
			185	15 880	11 700	Puits, tiers	0	0	0	1
			186	1 252	0	Puits	0	0	0	1
			187	57 600	53 500	tiers	0	0	0	1
			188	5 152	5 152		0	0	0	0
			190	27 598	25 400	mare	0	0	0	1
			191	14 420	9 800	mare, ruisseau	0	0	0	1
			192	37 320	13 100	cours d'eau, puits	0	0	0	1
			193	21 772	19 700	mare	0	0	0	1
			194	32 384	30 500	puits	0	0	0	1
			195	16 442	16 442		0	0	0	0
			197	4 050	4 050		0	0	0	0
	LA SEGUINIÈRE	ZI	198	28 741	26 841	étang, forage	0	0	0	1
	LA SEGUINIÈRE	ZK	4	60 932	15 300	étang	0	0	0	1
			1	18 909	12 209	cours d'eau, étang	0	0	0	1
							0	0	0	0
							0	0	0	0
T O T A U X				839 610	607 426					

- **Relevé parcellaire du demandeur**

SAU :	Ha Ar Ca	DOSSIER :	GAEC DES GRANDS BOIS
	42 53 69		L'ETANG NEUF
SURFACE EPANDABLE :	36 56 39		49280 LA SEGUINIÈRE
COEFF. DE	85,96		
DISPONIBILITE :			

**Exploitation de : GAEC DES GRANDS BOIS
L'ETANG NEUF
49280 LA SEGUINIÈRE**

[illegible]